

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE POINT SUR LES POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS—LE DÉFICIT COMMERCIAL AVEC LES PAYS RIVERAINS DU PACIFIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre au sujet du commerce extérieur. Depuis l'accession au pouvoir de son gouvernement, notre excédent commercial par rapport aux États-Unis a diminué de moitié. Notre déficit commercial par rapport aux pays riverains du Pacifique est cinq fois plus lourd qu'il ne l'était avant l'élection du premier ministre. Les importations venant d'Europe s'accroissent quatre fois plus vite que nos exportations vers l'Europe. Croyez-le ou non, notre déficit commercial par rapport au Japon, la deuxième puissance industrielle mondiale, est 24 fois plus élevé qu'il ne l'était avant l'accession au pouvoir du premier ministre. Voilà autant de possibilités que nous avons perdues.

Compte tenu des résultats pitoyables de son gouvernement sur le plan du commerce extérieur, le premier ministre va-t-il nous mettre au courant des faits nouveaux survenus au sujet de l'accord de libre-échange qu'il veut conclure à tout prix avec les États-Unis? Qu'est-ce que les Américains ont offert hier? Qu'est-ce que les Canadiens ont concédé aujourd'hui? Où en sont ces négociations?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le commerce extérieur du Canada demeure solide et prospère dans le monde entier. Nous avons accompli beaucoup de choses.

En fait, le député voudra sans doute réfléchir à ce qu'il a dit étant donné qu'il faisait partie d'un gouvernement qui envisageait une troisième option, laquelle consistait à réduire notre dépendance vis-à-vis des États-Unis. Quand ce mouvement a été amorcé en 1972, 65 p. 100 de nos exportations allaient vers les États-Unis. Quand il a pris fin, 80 p. 100 de nos exportations étaient dirigées vers nos voisins du Sud.

Au lieu de réduire notre dépendance, les libéraux ont essuyé un échec complet en ce qui concerne le commerce multilatéral si bien que, dans l'intérêt national, nous devons conclure un accord global visant une partie importante de notre commerce extérieur.

Les pourparlers commerciaux ont été complexes et intéressants. Nous avons procédé à une révision importante hier. Nous continuons à réexaminer la situation à la suite d'un rapport émanant du ministre des Finances et de la ministre du Commerce extérieur. Je ferai rapport au député le plus tôt possible.

[Français]

L'OBTENTION D'UN MÉCANISME OBLIGATOIRE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, j'espère aussi que le premier ministre va prendre les Canadiens ainsi que les députés à la Chambre dans sa confiance. Les chiffres que je viens de citer viennent de

Questions orales

Statistique Canada et sont approuvés par le Comité de la Chambre sur les affaires étrangères et le commerce extérieur.

Le premier ministre va-t-il au moins assurer aux Canadiens avant la reprise des négociations avec les Américains que les Américains lui garantissent d'accepter un mécanisme obligatoire de règlement des différends commerciaux? Est-ce qu'il va aussi assurer aux Canadiens qu'il ne fait pas d'autres concessions pour obtenir un tel mécanisme obligatoire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme le chef de l'Opposition le sait fort bien, il n'y a eu aucune concession. Il s'agissait d'une rencontre importante suite aux signes positifs qui nous ont été envoyés par les Américains. Au moment où l'on se parle, on est en train d'évaluer le tout pour savoir s'il y a lieu de reprendre les négociations. C'est une évaluation que nous sommes en train de faire avec les ministres et les fonctionnaires du gouvernement et, le plus rapidement possible, il me fera plaisir d'aviser le chef de l'Opposition de la réponse.

● (1420)

[Traduction]

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je dirai seulement au premier ministre que la Chambre et les Canadiens aimeraient qu'il leur dise ce qui se passe. On peut comprendre, même au bout de deux ans de négociations, que son gouvernement soit profondément divisé quant à savoir s'il faut poursuivre ou non les pourparlers.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. La parole est au chef de l'opposition.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre des Finances, qui semble de bonne humeur, voudrait peut-être répondre, mais je vais poser ma question au premier ministre.

Les Américains ont-ils accepté de ne pas toucher à nos programmes d'expansion régionale? Ont-ils accepté de laisser nos industries culturelles en paix? Ont-ils accepté de nous exempter pour de bon de leur loi commerciale de 1974 et du projet de loi omnibus qu'ils se préparent à adopter? Ont-ils accepté de nous exempter véritablement des droits compensateurs imposés unilatéralement et de renoncer à prendre des mesures anti-dumping contre nous, sans avertissement? Quelles nouvelles concessions le premier ministre et son gouvernement sont-ils prêts à faire pour obtenir ce mécanisme de règlement exécutoire des conflits? Quelles nouvelles concessions sont-ils prêts à faire pour que les négociations reprennent, si c'est vraiment ce que souhaite le premier ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il s'agit là d'une question grave à propos de laquelle de profonds désaccords opposent les deux pays sur des questions fondamentales. C'est pourquoi le gouvernement canadien et l'ambassadeur Reisman ont interrompu les pourparlers mercredi dernier. C'est parce qu'il y avait un désaccord grave sur certaines questions fondamentales. Ce sont là des questions complexes. Ce n'est pas le genre de questions qui devrait servir de prétexte au chef de l'opposition ou à qui que ce soit pour lancer des insultes ou partir dans de longues diatribes.